

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/232</b>		
<b>ZAE PREBOIS - MODIFICATION DE LA DECISION N°18/934 DU 5 NOVEMBRE 2018 - ACQUISITION DE LA PARCELLE SISE A SIX- FOURS-LES-PLAGES AVENUE JOHN KENNEDY CADASTREE SECTION AB N°1516 D'UNE SURFACE TOTALE DE 450 M² - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/232**

**BUREAU DU 20 AVRIL 2022**

**O B J E T : ZAE PREBOIS - MODIFICATION DE LA DECISION  
N°18/934 DU 5 NOVEMBRE 2018 - ACQUISITION DE LA  
PARCELLE SISE A SIX-FOURS-LES-PLAGES AVENUE  
JOHN KENNEDY CADASTREE SECTION AB N°1516  
D'UNE SURFACE TOTALE DE 450 M<sup>2</sup> - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au bureau,

**VU** la décision du Bureau Métropolitain n°18/934 en date du 5 novembre 2018 prévoyant l'acquisition de la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages, quartier Prébois, cadastrée section AB n°1516 (ex AB 397p2) d'une emprise de 450 m<sup>2</sup>, appartenant à la société COSINUS 36,

**VU** la délibération n°19/10/357 du 3 octobre 2019 portant lancement de la procédure préalable à la déclaration d'utilité publique, du projet d'aménagement de la future Zone d'Activités Economiques Prébois,

**VU** les démarches engagées par les services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée liées à l'acquisition amiable des emprises incluses dans le périmètre du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et l'enquête parcellaire du projet d'aménagement de la future Zone d'Activités Economiques Prébois, actuellement inscrit en zone 2AUa1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages,

**VU** les échanges intervenus entérinant la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'acquérir à l'amiable ce bien immobilier auprès de la société COSINUS 36,

**VU** le courrier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 26 septembre 2018 sollicitant l'acquisition d'une emprise foncière d'environ 450 m<sup>2</sup> à usage de voirie de desserte de la future Zone d'Activités Economiques Prébois,

**VU** le consentement en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 de Monsieur TUTENUIT, représentant de la société COSINUS 36, pour la cession de la parcelle cadastrée AB 1516, d'une emprise de 450 m<sup>2</sup>, lui appartenant, au prix de ONZE MILLE CINQ CENTS EUROS (11 500 €).

**VU** que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

**VU** les conditions liées à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AB n°1516,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage auprès de la société Cosinus 36 au versement d'une indemnité compensatrice correspondant aux frais, à la charge du vendeur, de raccordement des eaux domestiques de son entreprise au réseau d'assainissement et de mise hors service de la fosse existante en supplément de la valeur vénale foncière de la parcelle cadastrée section AB n°1516 à acquérir d'un montant de DIX-HUIT MILLE EUROS (18 000 €),

**CONSIDERANT** que la société Cosinus 36 s'engage à respecter les prescriptions du règlement d'assainissement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée annexé à l'acte de vente,

**CONSIDERANT** que la société Cosinus 36 s'engage à ne pas déverser des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement sans y être autorisé par arrêté conformément à l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique,

**CONSIDERANT** que la société Cosinus 36 s'engage, le cas échéant, à installer, à ses frais, un système de pré traitement en amont du raccordement au réseau public,

**CONSIDERANT** que la société Cosinus 36 s'engage au paiement de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) forfaitaire pour le raccordement au réseau public d'assainissement,

**CONSIDERANT** le projet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de création de la voie de desserte ouest de la future Zone d'Activités Economiques Prébois à Six-Fours-les-Plages,

**CONSIDERANT** que pour la réalisation de cet ouvrage, la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit acquérir l'emprise nécessaire susvisée,

**CONSIDERANT** l'accord du propriétaire concernant la cession de cette emprise globale pour un montant de ONZE MILLE CINQ CENT EUROS (11 500 €) au titre de l'indemnité d'acquisition amiable,

**CONSIDERANT** l'accord du propriétaire concernant le versement par la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'une indemnité d'un montant de DIX-HUIT MILLE EUROS (18 000 €) au titre de l'indemnité compensatrice de raccordement des eaux domestiques de son entreprise au réseau d'assainissement et de mise hors service de la fosse existante,

**CONSIDERANT** que cette indemnité supplémentaire n'étant pas prévue initialement il convient de modifier et compléter la décision du bureau métropolitain n°18/934 du 5 novembre 2018,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE MODIFIER ET COMPLETER** la décision du bureau métropolitain n°18/934 du 5 novembre 2018 en prévoyant de verser une indemnité supplémentaire compensatrice correspondant aux frais, à la charge de la société COSINUS 36, de raccordement et de mise hors service de la fosse existante, venant en complément de la valeur vénale foncière de la parcelle cadastrée section AB n°1516 à acquérir, d'un montant de DIX-HUIT MILLE EUROS (18 000 €).

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les autres articles de la décision n°18/934 du 5 novembre 2018 demeurent inchangés.

### **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

### **ARTICLE 5**

**DE DESIGNER** l'étude notariale SCP ROQUEBERT-MASSIANI, notaires à Ollioules, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération n° 122 303 « ZAE Prébois Kennedy Six-Fours » au budget annexe n°12 « Aménagement de zones » de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

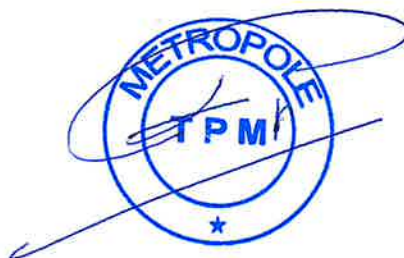
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

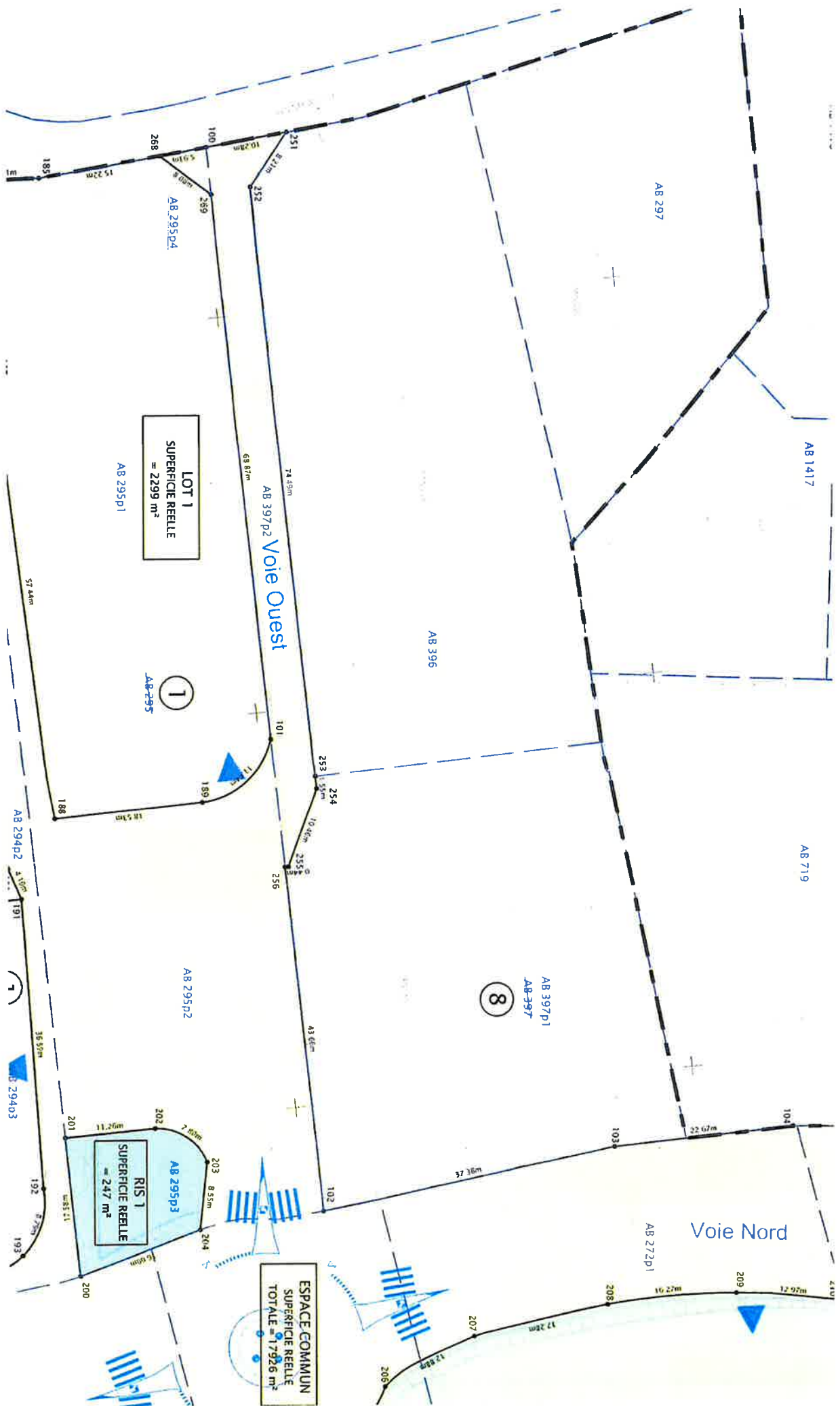
Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Commune :  
SIX FOURS LES PLAGES (129)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 8309 Z

Document vérifié et numéroté le 19/02/2019  
A Toulon  
Par Laëtitia MIGLIACCIO  
Inspectrice  
Signé

TOULON  
171 avenue de Vert Coteau  
CS 20127

83071 TOULON CEDEX  
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

## DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

### EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)  
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le par géomètre à

Les propriétaires ont eu connaissance des informations portées  
au dos de la présente 6463.

A , le

Section : AB  
Feuille(s) : 000 AB 01  
Qualité du plan : Plan régulier avant  
20/03/1980  
Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 19/02/2019  
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage  
dressé

Par Mme Sandrine CALCAGNO(2)

**opsia** méditerranée  
Le  
**Sandrine CALCAGNO**  
Géomètre Expert DPLG n°5861  
Rue Louis Juvet - Bât 54 - La Couplane  
83160 La Valette-du-Var - France  
Tél. 04 94 239 300  
s.calcagno@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Réviser les bornes, l'alignement, la forme, la surface, etc., dans le cas d'une erreur ou d'un renouvellement de mesure à jour. Dans ce cas, le géomètre doit indiquer la nature et la date de la révision.  
(2) Qualité de la personne ayant permis l'expertise : inspecteur, géomètre ou technicien en matière de cadastre, etc.  
(3) Préciser les noms et qualités des personnes à l'origine du bornage ou du bornage, en indiquant qu'il s'agit d'un acte de propriété, etc.





Toulon, le **26 SEPT 2018**

Hubert FALCO  
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

SCI COSINUS 36  
Monsieur TUTENUIT Grégoire  
Monsieur GROS Julien  
254, Chemin de la Farlède  
83500 LA SEYNE SUR MER

***Direction Générale des Services***

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

***Affaire suivie par :***

*Pôle Juridique et Administration Générale  
Claude WEISSE-Directeur de Pôle  
Direction de l'Immobilier et du Foncier  
Service Gestion Foncière et Patrimoniale*

***Contact :***

*Sylvain LAVAUD-Responsable de la Direction  
slavaud@tpmed.org - Tél : 04.94.46.73.89*

**N/REF : VPL/CW/SL/ASM/18/2128**

**OBJET : VENTE SCI COSINUS 36/TPM**

**Parcelle AB 397p2 - ZAE Prébois - Six Fours**

Messieurs,

Par différents échanges, je vous informais de mon intention d'acquérir la parcelle cadastrée section AB 397p2, vous appartenant actuellement, en vue d'en faire une voie de desserte de la ZAE visée en objet, au prix de 11 500€.

Pour mémoire, cette emprise foncière d'une surface d'environ 450 m<sup>2</sup>, selon plan joint, est située dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique du projet d'aménagement de la future Zone d'Activité Economique Prébois à Six-Fours-Les-Plages.

Le 1<sup>er</sup> Août dernier, vous êtes revenus vers mes services pour me donner votre accord sur cette proposition sous réserve que la Métropole TPM effectue, à ses frais, les travaux de raccordement de votre entreprise au réseau public d'assainissement.

Au titre de ce qui peut être acceptable d'un point de vue technique et réglementaire dans le cadre de l'aménagement d'ensemble du site au regard de l'utilité publique, la Métropole TPM - au-delà de la réalisation de la viabilisation du secteur par la création des réseaux primaires avec cette voie- vous propose le versement d'une indemnité compensatrice correspondant aux frais, à votre charge, de raccordement et de mise hors service de la fosse existante, venant en complément de la valeur vénale foncière de la parcelle AB 397p2 à acquérir.

En outre, je vous précise que l'acte de vente devra comporter une condition suspensive « *sous réserve du respect des prescriptions du règlement d'assainissement de TPM* ».

En effet, votre entreprise, de par son activité, est susceptible de produire des rejets qualifiés de « non domestique », or, tout déversement d'eaux usées non domestiques doit être préalablement autorisé par un arrêté prévoyant des dispositions particulières de conception, de contrôle et de tarification (article L 1331-10 du Code de la Santé Publique).

C'est pourquoi, l'accord de la Métropole TPM et le versement d'une indemnité compensatrice liée aux frais de raccordement des eaux domestiques de votre entreprise (sanitaires, cuisine...) ne vous assurent pas pour autant le même accord concernant les eaux non domestiques issues de votre activité (production des cosmétiques, ...).

Si la nature de ces effluents non domestiques n'est pas conforme aux prescriptions du règlement, il conviendra d'installer à vos frais un système de prétraitement, en amont du raccordement au réseau public.

Je vous conseille donc de réaliser une étude préalable afin d'éviter tout désagrément.

Enfin, je vous informe que la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) forfaitaire pour le raccordement au réseau d'assainissement (Article L 1331-7 et L 1331-7-1 du Code de la Santé Publique) reste à votre charge.

Je vous saurais gré de bien vouloir me transmettre en retour, votre accord de principe quant à cette proposition ainsi que, dans l'affirmative, les coordonnées de l'office notarial qui sera chargé d'établir l'acte de cession correspondant.

Mes services restent bien entendu à votre disposition pour toute information complémentaire.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Hubert FALCO

Président de Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

